

Dossier de l'AAARGH

Paul RASSINIER, militant communiste,
antifasciste et pacifiste

*Extraits de sa contribution au journal
communiste indépendant Le Travailleur,
précédé d'un article de L'Humanité
relatant son exclusion du PCF*

(1932)

*Éditions de l'AAARGH
2004*

L'exclusion de Rassinier du Parti communiste français (1932)

L'Humanité, le 9 avril 1932, p. 2
Riposte à l'attaque de la bourgeoisie

Henri Jacob et Paul Rassinier chassés du Parti

Dans la période actuelle de guerre et d'attaques forcenées contre les conditions de vie de la classe ouvrière, la bourgeoisie multiplie ses efforts pour tenter d'affaiblir l'action de notre Parti, seul, dressé dans une lutte à mort contre le régime capitaliste.

Suivant sa vieille méthode elle combine ses violences les plus brutales (attaques de la police et des gardes mobiles contre les ouvriers) avec les méthodes de corruption les plus viles qui sont un des moyens capitaux de gouvernement de l'équipe Tardieu-Laval.

L'un des points où ses attaques sont les plus violentes est la région de Belfort : parce que cette région est un des points vitaux de l'impérialisme français avec les grosses usines de l'Alsthom à Belfort, de Peugeot dans le Doubs, du textile, etc. : parce qu'aussi le camp retranché de Belfort est un des bastions militaires de l'impérialisme français dans la menace contre le prolétariat allemand.

L'un des membres du bureau régional de notre Parti, Henri Jacob, faisant passer ses appétits personnels insatiables avant les intérêts de la classe ouvrière, vient de passer dans le camp de l'ennemi de classe. Certes, cet individu avait depuis quelques années donné au Parti des exemples d'hésitations graves dans l'application de la ligne du Comité central et de l'Internationale. C'est ainsi qu'après avoir combattu violemment, en 1928, notre tactique classe contre classe, alors qu'il était membre du Comité central et secrétaire de la région Nord, Jacob, en 1929, se rendit lui-même à Saint-Amand

(Nord), entre les deux tours de scrutin, pour y faire désister nos candidats en faveur des candidats socialistes. Il frisait déjà la trahison. A la suite de cette attitude, il fut relevé par les ouvriers communistes du Nord de son poste de secrétaire régional et fut écarté au congrès de Saint-Denis du Comité central du Parti.

Militant ensuite dans la région de Belfort, non seulement il ne corrigea pas ses erreurs extrêmement graves, mais encore il donna récemment une nouvelle preuve de ses velléités de trahison. Sous prétexte de mener campagne pour arracher notre camarade Lucien Carré, secrétaire des Jeunesses communistes de Belfort, du bagne de Méchéria, il n'hésita pas à s'acoquiner non seulement avec les chefs locaux du parti socialiste et des syndicats confédérés, mais encore avec les tortionnaires de la Ligue des Droits de l'Homme et du parti radical, c'est-à-dire les gens qui organisèrent sous l'égide de Painlevé et de Sarraut la chasse aux courageux jeunes prolétaires restés communistes à l'armée.

Henri Jacob, en fraternisant avec les bourreaux de notre camarade, ne visait qu'à diminuer l'ampleur de la protestation ouvrière et à satisfaire ses vils instincts de jouisseur. Et c'est Lucien Carré lui-même qui, du bagne de Méchéria, dans une lettre cinglante, souffleta durement l'immonde individu.

Sur la base de cette attitude, le Comité central, conformément aux statuts mêmes de notre Internationale, décida comme première mesure que Jacob ne pourrait pas être candidat. Présent au récent congrès du Parti, malgré que son attitude y ait été durement critiquée et unanimement condamnée, il n'osa pas prendre la parole. Présent ensuite au C.C.N. de la C.G.T.U., il déclara que, de retour à Belfort, il allait se consacrer à « assurer l'existence de sa famille ». Enfin, au cours d'une réunion du rayon de Belfort, Jacob prétendit maintenir sa candidature contre la décision du bureau politique et contre la décision du bureau régional unanime à deux voix près, la sienne et celle de Rassinier. Il osa affirmer qu'il mènerait campagne avec ses « économies ». La mort de notre camarade Doron, membre du Comité central, secrétaire de la région Lyonnaise, indique nettement que la situation d'un membre responsable appointé du Parti, non seulement ne lui permet pas de faire des économies, mais encore l'oblige à une vie d'un niveau inférieur à celui d'un ouvrier qualifié.

A la suite de cette attitude, le bureau de la région Centre-Est décida de le relever de sa qualité de membre du bureau régional et de secrétaire du collège de rédaction du journal *Semeur Ouvrier*.

Après avoir examiné l'attitude d'Henri Jacob et de Paul Rassinier, le Bureau Politique :

2°) En conséquence, Henri Jacob est exclu du Parti Communiste pour trahison des intérêts de la classe ouvrière ;

4°) Le Bureau Politique entend par cet exemple montrer à tout le Parti que, conformément aux résolutions du 7^e Congrès, il défendra sans aucune faiblesse la ligne du Parti et de l'Internationale Communiste.

5°) Le Bureau Politique invite tous les communistes de la région Centre-Est et, en particulier, ceux de Belfort à redoubler d'énergie pour briser les manœuvres de l'ennemi de classe, dont Jacob et Rassinier sont les agents. Il mandate le Bureau régional pour organiser une conférence régionale extraordinaire

Le Bureau Politique du Comité Central du P.C.F.
(Paris, 8 avril 1932)

§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§§

Paul Rassinier: Articles parus dans *Le Travailleur*

[En mai ou juin 1932 paraît le premier numéro du *Travailleur*, *Organe de la fédération communiste indépendante de l'Est*, sous la responsabilité éditoriale et administrative de Henri Jacob jusqu'en octobre 1932, où Paul Rassinier assumera cette responsabilité. La question des moyens de la lutte contre le fascisme (Front unique, boycott des produits allemands, comités anti-fascistes) occupera de nombreuses « tribunes de discussion ». Boris Souvarine y participa. Il donnera au journal bon nombre d'articles.

La collection consultée est très incomplète.

Les articles de Rassinier sur Belfort ou sur le syndicalisme, signés ou non, ne sont généralement pas reproduits. Figurent principalement la rubrique « En vrac » (ici jusqu'au numéro 14). Nous avons cependant anticipé les articles (ou des extraits) concernant les positions antifascistes de Rassinier et les controverses à ce sujet avec le C.C.D.

Le travail est en cours...

L'idéal serait évidemment une reproduction intégrale du journal qui le mérite à bien des égards... Avis aux amateurs fortunés.

T

-- *Le Travailleur*, « Organe de la Fédération Communiste Indépendante du Doubs » N° 1, Mai 1932 « Journal mensuel ».

-- *Le Travailleur*, N° 2, juin 1932 p. 1,

Annonce : A nos Lecteurs

Le Travailleur devient HEBDOMADAIRE à la date du 18 juin prochain.

Cette transformation est opérée à la suite d'un accord entre La Fédération Communiste Indépendante du Doubs et les camarades responsables du Rayon de Belfort.

Le nouveau journal, de plus grand format, trouvera certainement un excellent accueil auprès de tous ceux qui ont réservé tant de sympathie à notre organe mensuel *LE TRAVAILLEUR*.

LE TRAVAILLEUR hebdomadaire sera, non seulement une feuille d'éducation et d'union prolétariennes, mais aussi d'action.

Il sera le périodique préféré de tous ceux qui oeuvrent et qui peinent, de tous les salariés, qu'il soient manuels ou intellectuels. »

LE TRAVAILLEUR

Page 3 :

La conférence du 29 mai à Belfort

Cette conférence, convoquée par le Rayon Communiste dissident de Belfort, a été un franc succès pour ses organisateurs étant donné le nombre des délégués. (...) F.Monnier

5 juin 1932

P.S. - Des relations viennent d'être engagées à la suite d'une lettre des camarades de Belfort. Il est possible qu'elles aboutissent à d'heureux résultats. F.M. »

-- *Le Travailleur*, numéro 3, 1932, p. 1 :

Le Travailleur hebdomadaire

Le Travailleur n'avait certes pas cette ambition, confessons-le.

Lancé il y a quelques semaines par la Fédération communiste indépendante du Doubs, il ne voulait être qu'un modeste journal mensuel, bi-mensuel peut-être, mais pas avant octobre.

Deux événements sont survenus qui ont décidé de son sort et qui en font à partir d'aujourd'hui un journal hebdomadaire rayonnant sur quatre départements au lieu du seul Doubs: d'un côté, le succès qui a accueilli son premier numéro dans le Pays de Montbéliard et d'un autre, les relations amorcées avec les camarades du Rayon de Belfort à la conférence du 29 mai dont nous avons donné le compte rendu en temps utile.

L'idée première du *Travailleur* avait été le regroupement des ouvriers de toutes catégories qui dans cette région comme dans tant

d'autres, avaient abandonné toute action révolutionnaire par la faute d'insensés qui ont brisé le mouvement et dont les buts restent plus ou moins douteux.

A Belfort, des camarades poursuivaient le même but que nous pour les mêmes raisons et sur les mêmes bases.

Ils publiaient un journal : *Le Semeur*.

Nous ne pouvions pas nous ignorer mutuellement. Les principes sur lesquels des deux côtés nous faisons reposer notre action, nous commandaient d'unir nos efforts.

Nous l'avons fait et, pour commencer, nous avons fusionné les deux journaux.

Le Semeur, ce journal pour lequel nous nous sommes battus, ce journal dans lequel nous avons placé tous nos espoirs il y a 9 ans, qui avait réussi grâce à l'énergie de quelques militants à redevenir ce qu'il était au moment de son lancement, est disparu.

Toutes les équivoques sont dissipées et l'ombre d'un passé douloureux ne se portera pas sur un avenir plein d'espoirs pour le prolétariat et le mouvement que nous lançons.

Le Travailleur, notre journal commun, reste.

Il sera, malgré les diviseurs -- s'il en reste encore pour oser se dresser contre notre entreprise ! -- l'étendard de l'unité révolutionnaire dans la région, le point de ralliement de toutes les énergies et de toutes les bonnes volontés.

Point n'est besoin qu'aujourd'hui, il fasse une profession de foi. Les articles qu'il a publiés dans ses deux premiers numéros et ceux qui ont paru dans *Le Semeur* depuis le 9 avril, ont défini nos buts communs.

Le Travailleur mènera la lutte contre la bourgeoisie sur la triple base politique, syndicale et coopérative.

Communiste, il rompra de façon radicale avec toutes les billevesées qui ont fait du Parti une organisation squelettique et presque sans influence sur les masses, tout en restant fidèle aux principes fondamentaux et à la doctrine.

Syndicaliste, il œuvrera à la réalisation de l'Unité syndicale qui dans la période actuelle est le seul moyen de donner au Prolétariat une véritable conscience de sa force et de le voir exiger le respect de ses droits dans de belles manifestations, comme celles que nous avons connues en 1919 et 20.

Coopérateur, il se souviendra des luttes mémorables menées contre Peugeot sur ce terrain et, de façon soutenue, il cherchera à en accroître les heureux résultats.(...)

Le Travailleur ne veut pas être un dépotoir: il veut être un journal traduisant les aspirations de chacun et auquel tous ceux qui peinent pourront confier leurs soucis, leurs désirs et leurs légitimes révoltes.

Il n'oubliera jamais sa raison d'être.

Partant de ce fait que la plus formidable des crises économiques fait peser sur le monde du travail un avenir lourd de menaces et de graves événements, trouve une classe ouvrière divisée et désarmée en présence d'une bourgeoisie unie et puissante, il se fera l'ardent défenseur de l'unité d'action des masses laborieuses sur tous les terrains.

A ceux qui diront que c'est impossible, il se permettra de faire remarquer qu'un premier et important pas dans cette voie a été fait dans le cadre de notre région puisque déjà nous avons oublié dans un même élan les dissensions qu'on avait fait surgir et qui nous ont opposés dans le passé.

Que, d'autre part, l'Histoire est là pour nous offrir l'exemple d'un heureux précédent dans la voie sur laquelle nous nous sommes engagés.

En 1905, le mouvement socialiste offrait à peu près l'aspect du mouvement communiste d'aujourd'hui.

Les Blanquistes, les possibilistes, les Allemanistes, les Guesdistes, les Indépendants, etc., s'entre-dévoraient avec autant d'acharnement que les trozkistes, les droitiers, les centristes, les communistes indépendants, etc., aujourd'hui.

L'Unité socialiste ne s'en est pas moins réalisée, qui rassembla les frères ennemis de la veille dans un grand parti.

L'Unité communiste doit surgir de la même façon et faire du Parti communiste unifié, le grand parti des travailleurs qui connaîtra l'essor du Parti socialiste unifié de 1905 à 1912, qui en évitera les erreurs et sera l'expression d'un mouvement révolutionnaire régénéré et puissant.

Les jours qui viennent détruiront pas mal d'illusions parlementaires et autres. Des déceptions nouvelles naîtront qui grossiront le nombre des inorganisés et cela d'autant plus que d'un côté le Parti socialiste se décréditera partout au même degré qu'en Angleterre et en Allemagne, tandis que d'un autre la Direction du Parti Communiste qu'aucune expérience n'instruit désagrègera ce qui en reste avec la même persévérance dont elle a fait preuve depuis 1923.

Trop d'ouvriers en désespoir de cause, se sont réfugiés dans l'inaction.

Nous voulons en arrêter le flot, ranimer la flamme.

A tous, nous disons comme le poète:

Unité communiste !

Unité syndicale !

Coopération !

LE TRAVAILLEUR

Sur cette même page, la première contribution hebdomadaire de Rassinier sous le titre « Cette Semaine ». Elle fait suite à un article paru dans le précédent numéro du *Semeur*.

Le moindre mal en Allemagne. Suite.

Car il faut s'intéresser à la situation d'outre-Rhin, quoi qu'elle soit bien confuse et qu'on ne sache pas trop ce qui pourra pratiquement sortir du chaos politique et social qui est en maturation.

Dans le dernier numéro du *Semeur*, je posais à grand traits la question.

Depuis, le maréchal Hindenburg a progressé dans la voie sur laquelle il s'était engagé.

L'armée privée de Adolf Hitler qui avait été interdite par un décret-loi du gouvernement contresigné Hindenburg est de nouveau autorisée par la même procédure.

Le Président du Reich n'a fait aucune difficulté.

On ne devine que trop ses intentions...

D'autre part, une ordonnance de détresse vient d'être prise qui attaque directement les misérables conditions de vie de la classe ouvrière.

Selon les dépêches d'agences, elle prévoit que les dépenses pour les allocations aux chômeurs seront réduites d'environ 520 millions de marks ; dans ce but, les allocations versées par la caisse d'assurance-chômage seront [manque une ligne]...sées par l'Etat de 10 % et les allocations de bureaux de bienfaisance de 15 % environ.

Les versements de la caisse d'assurance chômage perdraient leur caractère automatique ; ils seraient effectués tout d'abord pendant une période de six mois, après quoi les autorités

procéderaient à un examen du degré d'indigence des ayants-droit. Les autorités pourraient, à, tout moment, procéder à cet examen en ce qui concerne les chômeurs touchant les allocations de l'Etat et des bureaux de bienfaisance.

Une fois ces mesures d'économie réalisées, le budget des assurances-chômage accusera encore un déficit de 400 millions de marks, qui sera comblé par la perception d'une taxe spéciale dite « Contribution du chômage ». Cette taxe sera englobée dans un impôt général sur les salaires des ouvriers encore occupés et des fonctionnaires.

Enfin, le gouvernement von Papen instituerait de nouveaux impôts notamment sur le sel et, le montant des pensions servies aux mutilés serait diminué.

Cela pour combler un déficit de 1 milliard dans le budget du Reich.

On s'adresse aux petites gens.

Comme toujours.

On arrivera peut-être à leur en faire supporter les frais.

Et pourquoi ? Parce qu'en temps opportun le front unique, un front unique de combat n'a pas été réalisé entre les socialistes et les communistes allemands, parce qu'à l'heure actuelle, malgré le danger, il ne se réalise pas encore.

Vraiment, il faut en finir avec les coupeurs de cheveux en quatre !

Paul RASSINIER

-- *Le Travailleur*, numéro 4, p. 1 :

Sardhaletto et Bavone

Les journaux se sont plus à donner dans tous ses détails, l'assassinat perpétré, la semaine dernière par Mussolini.

Rien ne manquait. Le décor, les deux chaises au milieu du carré de miliciens, le médecin qui constata le décès, et puis...

Et puis... fusillés dans le dos !

Sardhaletto et Bavone, les deux anarchistes sur lesquels les yeux du monde se sont braqués au cours de ce fameux procès de Rome, condamnés le soir, ont été suppliciés le lendemain dès l'aube.

La justice est expéditive au pays du Duce !

Pas plus cependant que dans la Pologne de Pilsudski, qu'en Roumanie, qu'en Yougoslavie, qu'en Hongrie, qu'en Bulgarie...

J'allongerais bien la liste.

Inutile : tout le monde sait !

Le fascisme fait des victimes. A Sofia, tout dernièrement encore, douze militants voyaient s'abattre sur leurs têtes 110 années de prison.

Cent dix années de prison pour douze, la vie est sauve au moins ! C'est moins terrible que chez Mussolini, direz-vous.

Et puis après ? Est-ce une excuse ?

Vous pourrez ajouter qu'en Allemagne, qu'en Espagne, la justice est démocratisée ou offre plus de garanties encore...

Qu'en notre France, la troisième République est plus généreuse...

Certes oui, l'Allemagne n'est pas encore ouvertement et complètement fascisée, et je vous laisse tout le loisir d'espérer, si bon vous semble que l'Espagne, libérée du joug de Primo et d'Alfonso, s'orientant vers des formes démocratiques même petites bourgeoises, va vers le mieux.

Que les camises de Calvi, d'Oléron, que les bagnes d'Afrique, de notre France, sont des accidents appelés à disparaître.

Mais moi, je ne vois qu'une chose : une orientation générale et d'ensemble vers le fascisme.

Vers celui de Mussolini qui fusille dans le dos.

Même en Allemagne, même en Amérique, même en Espagne où les masses laborieuses ne semblent qu'avoir changé de maître, même en France malgré Herriot, qui n'est, c'est certain, et l'évolution de la crise en témoigne, que temporaire...

Et, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, sur la machine ronde, des anciens au nouveau continent, de l'Amérique à l'Asie et à l'Europe, la classe ouvrière divisée, désemparée, laisse mourir ou condamner les siens à la prison ou au bagne.

La fusillade dans le dos ou l'union pour l'action.

Voilà comment, à des degrés divers, la question se pose pour tout le monde.

Il faut choisir, bon Dieu !

Paul RASSINIER

Le Travailleur, numéro 4, p. 2.

UNE IMPORTANTE DÉCISION DU RAYON

Le Rayon de Belfort s'est réuni en assemblée générale le mardi 14 juin.

Une trentaine de camarades étaient présents.

Président de la séance : Schmitt.

Le secrétaire met l'A.G. au courant des suites données à la conférence régionale du 29 mai et des pourparlers plus spécialement engagés avec la Fédération communiste indépendante du Doubs, ce qui est le point essentiel de l'ordre du jour.

Une réunion de la C.E. de cette Fédération à laquelle assistaient Jacob et Rassinier a procédé à un examen des forces communistes dissidentes régionales et nationales.

Etant données les relations que, des deux côtés nous avons dans la plupart des départements et dans l'Est principalement, les bases d'une grande « Fédération Communiste Indépendante de l'Est » premiers pas vers le Parti Communiste unifié, ont été jetées !

Le congrès de constitution définitive de cette Fédération pourrait avoir lieu sous peu.

Elle pourrait avoir des comités départementaux et, dans chaque localité, des Groupes.

Après discussion sur ce sujet, à l'unanimité l'Assemblée s'est prononcée pour la transformation du Rayon et sa réorganisation sur les bases des groupes locaux.

Le Rayon de Belfort devient donc le Groupe communiste indépendant de Belfort et il englobera tous les adhérents des cellules de la localité.

Les cellules de Danjoutin, Valdoie, Giromagny, etc... prendront également le nom de groupe de Danjoutin, etc... Réunis en congrès très prochainement les groupes locaux éliront leur comité départemental.

En attendant, le Groupe de Belfort pouvant être considéré comme définitivement constitué a élu sa commission exécutive et son secrétaire Paul Rassinier.

Quelques détails, notamment en ce qui concerne les cotisations ont été provisoirement réglés. La cotisation mensuelle est fixée à 2

francs sous réserve bien entendu que les chômeurs paieront 0 fr. 50 seulement.

Il a été ensuite procédé à un échange de vue sur la question syndicale, et sur les relations à entretenir avec les autres organisations ouvrières.

Puis la séance a été levée.

Toutes les équivoques sont maintenant dissipées. Le Groupe communiste organisé sur la base de la démocratie intense travaillera selon ses conceptions propres, sur la base des principes fondamentaux du communisme, à l'unification de toutes les forces communistes et à la réalisation de l'Unité d'action de la classe ouvrière.

Le secrétaire

N.B.- Pour adhérer au Groupe Communiste indépendant, s'adresser au secrétaire ou au siège du journal, 1, rue des Près, Belfort.

-- *Le Travailleur*, numéro 5, p. 1

Vous êtes étonné?

Allons, je vous comprends... Il en est d'autres pour qui ce fut une belle tape et en sont, encore aujourd'hui, comme deux ronds de mortanelle.

C'est pourtant simple.

Voyons, suivez-moi :

Figurez-vous un train -- un train comme tous les trains, avec une locomotive, une puissante machine devant.

Tous les signaux sont ouverts, la voie est libre.

C'est un rapide, il marche à toute allure.

Le mécanicien a confiance. Il a fait cent fois le voyage, mille fois peut-être.

Et il connaît la voie !

Accoudé au garde-fou, les sourcils froncés, le regard scrutateur, il surveille la route

Inquiet par habitude et par conscience professionnelle.

Le chauffeur bourre le charbon.

Il a confiance dans le mécanicien.

La machine franchit l'espace, superbe.

Tch-tch !... Tch-tch !... Elle roule, elle roule... Un bolide !
Soudain, au détour du rail, un convoi apparaît, qui vient en sens contraire, sur la même voie.
Il n'a pas été annoncé.
Le mécanicien a pâli.
Il entrevoit la catastrophe dans toute son horreur.
Un instant d'hésitation et d'angoisse... Que faire ?
Puis il se maîtrise, reprend ses sens et, d'un geste brusque, décidé, il renverse la vapeur.
La dernière, la seule, la suprême chance de salut.
Un choc terrible, un trou noir.
La machine se couche sur le rail, les wagons s'emboutissent, se chevauchent, s'éventrent... Du convoi et de la puissante machine, il ne reste plus, maintenant, qu'un amas de ferraille fumante d'où s'échappent, de temps à autre, des râles horribles à entendre.
Trop tard !...
Le mécanicien a renversé la vapeur trop tard.
Neuf fois sur dix, on ne peut éviter la catastrophe.
Nous étions, nous, sur une machine, depuis 1920.
Moi, depuis 1923 seulement, et je n'étais qu'un aide-chauffeur.
Nous étions plusieurs du métier.
Nous avions confiance dans le mécanicien.
Le train roulait, roulait...
Nous perdions les wagons, sans nous en apercevoir !
Soudain, au détour du rail, nous avons vu le convoi qui vient en sens contraire : le fascisme.
Un instant d'hésitation et d'angoisse...
Et, sans la permission du mécanicien qui n'y voyait que du bleu, qui ne surveillait même pas la voie - la conscience professionnelle et lui n'avaient jamais passé par la même porte ! - nous avons renversé la vapeur.
En 1932, un peu tard, il est vrai !
Assez tôt, cependant, pour éviter la catastrophe, croyez-moi !
Le train fasciste est toujours devant nous.
Mais notre machine ne s'est pas couchée sur le rail.
Le Travailleur vit.
La dixième chance est pour nous.
Voulez-vous que je vous dise ?
A l'arrêt, nous avons débarqué le mécanicien !

Paul RASSINIER

Même page annonce :

« Aux abonnés du *Semeur*

Le TRAVAILLEUR prenant la suite du *SEMEUR* continuera à servir les anciens abonnés du *SEMEUR*.

Nos camarades seront informés de la date d'échéance de leur abonnement par une lettre à en-tête du *TRAVAILLEUR*.

Refusez tout autre avis ou sollicitation des diviseurs de la classe ouvrière.

Un seul journal défend véritablement les intérêts du monde du travail : c'est *le TRAVAILLEUR* !

Restez-lui fidèles ! »

-- *Le Travailleur*, numéro 6, p. 1

Vous êtes étonné ?

[suite]

Donc, après avoir renversé la vapeur, nous avons débarqué le mécanicien.

C'était le plus urgent, vous en convenez.

Puis, nous avons examiné attentivement la nouvelle situation dans laquelle nous nous trouvons.

Autrement dit, nous avons fait le point.

C'était indispensable avant de repartir.

La machine d'abord : pas de mal, malgré le formidable blocage.

C'est incroyable !

Une légère réparation, deux tours de clé anglaise, et la voilà de nouveau en parfait état de marche.

Un rapide tour d'horizon ensuite.

Devant nous, l'ennemi : le fascisme, le train fasciste dont je vous parlais l'autre semaine et qui se refuse obstinément à nous céder la voie.

Il nous la faut, pourtant !

Seuls, nous ne pouvons rien, c'est bien certain.

Alors... inutile de nous épuiser en vain au risque de briser notre machine qui vient déjà de l'échapper belle.

Voyons à nos côtés, donc.

A nos côtés... hélas !...

Personne, autant dire.

Derrière nous cependant, des groupes comme le nôtre qui sont restés en panne avant nous... Des hommes qui vont affairés, qui réparent, qui tatillonnent, qui cherchent, qui sont certainement en plus mauvaise passe que nous.

Ils sont sans moyens, ils cherchent à en créer, font, défont, refont, inlassablement.

A la poursuite d'une chimère, ils gaspillent des efforts, épuisent des énergies.

Entre eux et nous, les wagons que nous avons perdu dans notre course folle.

Machine arrière, nous allons les rechercher !

Et puis, nous causerons avec les autres.

C'est fait, maintenant, nous avons causé.

Nous avons causé avec les autres - les autres, parmi lesquels les pupistes de Besançon qui, en détresse, comme nous, nous ont fait signe.

Ceux qu'on nous a reproché de ne pas avoir condamné, sans avoir entendu leur défense, à notre conférence régionale du 29 mai.

Je vous dirai ultérieurement ce que fut l'entrevue, ses côtés positifs et ses côtés négatifs - négatifs s'il y en a !

Les mélanger à nous, nous confondre avec eux ?

Pas du tout ! Il n'est pas, il ne peut être question de cela : faire reculer ensuite le convoi qui vient en sens contraire, tout simplement.

Avec eux, parfaitement !

Dans le seul front unique qui ait du sens, dans l'action.

Avec eux et même avec d'autres !

La chose est indispensable, si nous voulons la voie.

Je vous entends protester... Tenez, regardez... là-bas, sur notre gauche, mais loin derrière nous...

Sur une voie de garage, ce petit Decauville.

La machine poussive, va et vient, cent mètres en avant. Arrêts brusques, réparations... Deux cents mètres en arrière.

Et ainsi, jusqu'au moment où la machine épuisée sera bonne à mettre à la ferraille.

Vous avez vu ?

Ah ! oui. Vous êtes convaincu, vous ne voulez pas que nous nous livrions au même, stupide et criminel jeu...

Quoi ? Vous ne savez pas qui c'est ?

Allons... allons !... Cet homme qui, chef revenu, fier comme Artaban, nous regardait avec un air méprisant, qui de temps à autre

nous lançait des paroles injurieuses pendant l'opération à laquelle nous venons de procéder, vous l'avez bien reconnu...

C'est le mécanicien que nous avons débarqué !

Et il se prend au sérieux.

Le pôvre !

Paul RASSINIER

Même page, sous le titre « Affaire classée », règlement de compte *Semeur-Travailleur*.

Toujours numéro 6, p. 2

« Vers un cartel des fonctionnaires et des services publics » et « Chez les cheminots ».

-- *Le Travailleur*, numéro 7, p. 1

Pupiste, ça vient de P.U.P.

Le P.U.P., c'est le Parti d'Unité Proletarienne de Sellier, Garchery, Paul Louis etc...

Il a acquis une certaine importance à Paris au cours des élections législatives dernières, tous ses candidats ayant été élus contre les communistes dont tous ils étaient hier, et contre les socialistes dont j'ai bien peur qu'ils soient demain.

En Province, à de rares exceptions près, il n'a pas encore droit de cité.

Le Parti d'Unité Proletarienne, comme son nom l'indique, cherche à réaliser l'Unité Proletarienne tant sur le plan syndical que sur le plan politique.

Il voudrait démolir ce qui a été démolé -- à mon sens heureusement -- au Congrès de Tour en 1920, englober dans un grand Parti les communistes et les socialistes qui s'entre-dévorent aujourd'hui et qu'il considère comme des frères ennemis...

C'est une idée comme une autre.

A coup sûr, elle part d'un bon naturel.

Mais, hélas !

Je vous le dirai franchement : la chose ne me paraît ni possible, ni souhaitable... Si l'Unité Syndicale est à mes yeux indispensable au point de demander à être réalisée le plus rapidement possible, l'Unité politique reste une chimère qui méconnaît par trop ce que doit être

un Parti, le rôle qui lui incombe, les buts de transformation sociale qu'il poursuit, les conditions qu'il doit remplir pour être à même de faire face à ses obligations et qui l'assimile trop aussi à un syndicat dont le rôle essentiel, la défense des intérêts craindre le confusionnisme [sic].

Nous ne sommes pas pupistes -- j'aurai certainement un jour l'occasion de vous dire pourquoi plus en détail.

Mais nous reconnaissons volontiers qu'à certain principes tactiques fondamentaux près, les Pupistes ont beaucoup de points communs avec nous -- et même avec les communistes orthodoxes dont nous ne sommes plus, quoi qu'ils en puissent dire.

Et c'est pourquoi, lorsque Minjoz de Besançon qui appartient au P.U.P., qui en est le leader dans cette localité, nous écrivit pour nous demander une entrevue, nous cédâmes sans arrière-pensée à son désir.

L'entrevue eut lieu à Montbéliard.

Jusqu'alors, nous ne connaissions Minjoz que par la littérature venimeuse de Nicod, comme d'ailleurs, nous n'avions jamais connu Sellier, Garchery et les autres que par les élucubrations de *l'Humanité*.

Minjoz est très sympathique, par sa personne et par la conviction avec laquelle il expose ses conceptions.

On ne me fera jamais croire que ce bonhomme-là n'est pas animé des meilleures intentions.

La question de notre adhésion au P.U.P. fut posée.

Elle ne fut pas retenue : communistes nous sommes, communistes nous avons été, communistes nous resterons.

Mais une question importante fut tranchée presque définitivement : nos buts politiques lointains, la réalisation du socialisme, étant communs, -- aux moyens près, bien entendu ! -- la plus grande partie de nos buts immédiats, la lutte contre la guerre, contre le fascisme, etc... nous étant également commune, des rapports de Front Unique s'établiront entre nos deux organisations respectives.

De Front Unique loyal, où il n'est pas question de « volaille à plumer », de social-fasciste, de social-traîtres, ni de toute cette litanie pestilentielle qui empoisonne depuis dix ans le mouvement ouvrier.

De Front Unique qui ne se réalisera jamais pas en bas ou par en haut seulement, mais toujours et à la fois par en haut et par en bas.

De Front Unique enfin, comme nous chercherons à le réaliser dans la suite avec le Parti socialiste, avec le Parti communiste officiel, avec toutes les organisations ou groupements politiques qui se

réclament de la propriété collective, contre tous ceux qui font de la propriété individuelle leur base doctrinale et d'action.

Je vous avait promis, la semaine dernière de vous dire ce que fut notre entrevue avec les Pupistes, ses côtés négatifs et ses côtés positifs.

Dites-moi maintenant : Y en a-t-il parmi vous qui pensent qu'elle eut des côtés négatifs?

Paul RASSINIER

-- *Le Travailleur*, numéro 9, p. 1.

1^{er} Août !

Anniversaire d'une date qui fut, il y a quelque dix-huit ans, fatale au prolétariat mondial.

Partout, chaque année, de grands courants de masses devraient se dessiner, de puissantes manifestations contre la guerre se dérouler en signe de commémoration et de protestation à la fois.

En cette année 1932, où la guerre n'est plus seulement la menace contre laquelle il faut prendre des mesures préventives, mais la triste réalité, le flot prêt à déferler et qu'il faut endiguer, plus que jamais.

Et cependant !

A Genève, à Lausanne, on peut encore se perdre en conjectures sur la quantité et la qualité des machines à répandre le sang humain, les marchands de canons peuvent faire tranquillement leurs affaires, les politiciens et les traîneurs de sabre jauger approximativement le nombre d'êtres humains qu'en cas de « prochaine dernière », la morale du temps leur permettra de réduire en bouillie, de vouer au supplice tout en restant conformes à ses principes...

Et l'indignation populaire n'est pas soulevée.

Et la colère des masses ne se traduit pas par des gestes, ne semble pas se manifester quoi qu'en puisse témoigner une littérature pacifiste surabondante.

Rien...

Si pourtant : Barbusse et Romain Rolland ont essayé de secouer l'apathie générale...

Barbusse l'auteur du *Feu*. Romain Rolland de *Au-dessus de la mêlée*...

Ils ont voulu associer tous les peuples dans la même et sainte horreur du grand crime.

Certes, ils ont trouvé des échos, mais le Congrès de Genève a été soumis à bien des viscissitudes.

D'abord, il a été interdit par la Bourgeoisie. Le Conseil Fédéral Suisse, les autorités genevoises n'en veulent pas. Il est internationalement admis que dans ce Pays, on peut parler en faveur (?) de la Paix, mais pas contre la guerre.

Ironie !

Ensuite, les manifestations intempestives par la parole et par l'écrit, des dirigeants du Parti Communiste qui se révèlent plutôt prêts à rentrer dans le chou des pacifistes bêlants que dans celui de la Bourgeoisie, lui ont donné, envers et contre Barbusse et Romain Rolland, un caractère qui a écarté les adhésions possibles d'un certain nombre d'organisations ouvrières.

Le Parti socialiste s'abstiendra d'y participer, la C.G.T. aussi.

On me dira que c'est bien la preuve que ces organisations sont inféodées à la Bourgeoisie dont elles sont le principal soutien, etc...

Mais je n'en continuerai pas moins à penser qu'il eut mieux valu les laisser venir à Genève et s'y expliquer, avec elles, sur les moyens à employer pour établir, avec elles encore, un solide barrage contre la sinistre camarde.

Le Congrès aurait eu lieu à la date fixée.

Il aurait eu lieu à Genève encore, car il n'y aurait eu aucune force au monde capable de résister à la volonté des masses populaires mondiales, aucune qui eut osé y prétendre dans de telles conditions...

Et la manifestation eût revêtu un autre caractère, constitué un acte bien plus susceptible de faire réfléchir et reculer les trafiquants de chair à canon que ces journées de lutte illusoires qui se sont appelées le 1er août 1929, le 1er août 1930, même 1931, et qui n'ont jamais pu mettre à leur actif que le ridicule dont les couvraient, le lendemain, les communiqués tonitruants et mensongers de l'Humanité.

Le Congrès contre la guerre aura lieu quand même, vers la mi-août. Pas à Genève, peut-être à Strasbourg.

A quelque date que ce soit, où qu'il se tienne, sans grossir les effets du sectarisme des uns, sans tenir compte du formalisme bête des autres - est-ce qu'on a le droit de se mettre en boule et de se renfermer sur soi-même quand la mort est là qui hurle et qui menace des millions de travailleurs? -- nous y maintenons notre adhésion pleine, enthousiaste et entière.

Car nous voulons être aux côtés de tous ceux qui se déclarent prêts à accomplir le plus petit geste contre la guerre, qu'ils nous insultent, qu'ils nous méprisent ou qu'ils nous ignorent.

Si j'ai tort, disait l'autre, veuillez me l'écrire.

Paul RASSINIER

-- *Le Travailleur*, numéro 10, p. 1:

Deux militants communistes, Sallay et Fuerts, ont été assassinés la semaine dernière, en Hongrie, par le bourreau Horthy.

Pendus, haut et court.

Leur crime ?

Propagande contre l'ordre établi ; activité militante en faveur d'un idéal politique auquel ils ont courageusement tout sacrifié ; organisation de manifestations contre la guerre dans leur pays d'origine duquel ils étaient bannis et où ils vivaient illégalement, cachés, traqués.

Un troisième, Karikas, risque le même sort : il sera peut-être déjà exécuté au moment où paraîtront ces lignes.

Car c'est en Hongrie, comme en Italie, la justice expéditive.

Qu'on en juge.

Le vendredi matin, à neuf heures, Salay et Fuerst comparaissaient devant la cour martiale... A quatorze heures, la sentence était rendue, et à seize heures un quart, elle était exécutée...

En vain, les organisations ouvrières, la C.G.T., la C.G.T.U., le Parti Communiste, le Parti Socialiste, etc., ont élevé des protestations indignées contre cette caricature de procès où les avocats n'eurent même pas la permission de s'entretenir avec les accusés, compulser les dossiers constitués et probablement bourrés de pièces fausses.

Rien n'y a fait.

Sallay et Fuerst devaient mourir : l'un d'eux était déjà condamné à mort par contumace pour son activité lors de la Révolution hongroise et il avait été obligé de s'enfuir en Russie pour éviter la corde dix ans plus tôt.

La bourgeoisier voulait se venger.

Et puis...

Les manifestations les plus belles ne pouvaient rien y faire... C'est hélas bien triste à constater, mais il faut le dire : elles sont restées sans écho.

Une seule chose pouvait arracher les deux suppliciés au bourreau, une seule chose peut encore arrêter la menace qui pèse sur la tête de celui qui s'attend au même sort et des quelques dizaines qui vont être « jugés » - ironie ! - avec lui...

Une réaction internationale des masses laborieuses.

Les partis constitués, les organisations ouvrières ont beau alerter l'opinion publique, Barbusse a beau écrire « Les Bourreaux »...

... rien à espérer si le prolétariat ne répond pas à leur appel, n'exerce pas une pression par de grandes démonstrations. Les collectivistes et les individualités, malgré leur courage et malgré leur talent, se dépenseront toujours en vains efforts. La bourgeoisie, qui sait prendre la « température » du moment, sait mesurer leur influence et agir en conséquence.

Pour le moment, elle les nargue.

C'est le cas pour Sallay et Fuerst.

Le prolétariat a laissé mourir les siens.

Il est divisé, il n'a pas confiance en lui-même, il se sent impuissant et reste indifférent à tout.

C'est là la meilleure preuve que nos tentatives d'union de toutes les forces ouvrières, sont justifiées.

Paul RASSINIER

-- *Le Travailleur*, numéro 11, samedi 13 août 1932, p. 1

En Allemagne

Communistes et Socialistes doivent réaliser le front unique contre le fascisme !

Hitler a eu ses élections. Il se retrouve dans le nouveau Reichstag à la tête d'une troupe de quelque deux cent trente députés qui, s'ils n'en consolident pas la majorité absolue que le chef des chemises brunes semblait espérer, en forment du moins le plus fort groupe.

Et voilà un fait qui, sorti du cadre exclusivement parlementaire dans lequel certains ne se sentent que trop poussés à l'examiner, pose pour le prolétariat allemand des problèmes aussi graves que nouveaux.

D'une manière générale, sans que les résultats atteignent aux ambitions de Hitler dans le délais qui leur avait été fixé, le fascisme

s'est développé en Allemagne à un rythme accéléré. Il a continuellement renforcé ses positions. Aux élections partielles comme aux élections générales. Parallèlement, ses organisations de combat sont devenues une force redoutable avec laquelle il faut compter.

Je suis bien sûr qu'ils sont nombreux ceux qui, avec nous, se demandaient si, au lendemain du 31 juillet et pour le cas où il se produirait ce qui s'est produit, le Reich ne serait pas le théâtre d'une tentative de putsch hitlérien... En tout cas les événements qui ont précédé ces élections auxquelles, après la dissolution du Reichstag, l'avènement de la dictature militaire, la révocation des ministres prussiens etc... nous avons été longtemps à ne pas croire, le faisaient bien présumer !

Mais non Hitler, depuis son échec à la Présidence, s'est engagé sur une autre voie. Il s'est contenté de son résultat électoral, comme, précédemment, des concessions qui lui ont été faites par Hindenbourg, Papen et Schleicher.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas exagéré de dire qu'aujourd'hui il parle aux maîtres du pouvoir sur un ton qui est significatif de ses intentions : pas de putsch, c'est entendu, mais des attentats terroristes qui se multiplient pendant qu'il négocie la composition du futur cabinet et de son programme d'action avec la dictature.

Il négocie, autrement dit, il a un pied sur l'escalier qui conduit au pouvoir...

Dès lors, une question se pose : que peut-il sortir de ces négociations ?

A coup sûr, la situation économique de l'Allemagne, la banqueroute des Junkers - qu'il faut et qu'il faudra encore subventionner pour que l'Allemagne conserve sa propriété foncière sous sa forme traditionnelle ! - la composition politique du Reichstag dont la majorité sera difficile à dégager, seront autant de facteurs qui n'entreront pas pour peu dans le débat.

Les Junkers ont besoin d'argent et les milliards qui leur sont nécessaires seront prélevés comme toujours sur la classe ouvrière. Il faut s'attendre encore à la diminution des secours de chômage, à de nouvelles réductions des salaires et à de nouvelles taxes et impositions qui frapperont plus particulièrement les petits paysans. A titre de préventif contre les troubles qui deviennent de plus en plus possibles dans de telles conditions, le régime de novembre 1918 est menacé de liquidation générale.

Déjà on parle des « initiatives hardies » que von Schleider devra prendre en toute hâte, de réorganisation complète de toute l'Allemagne que franchissement carrément le Rubicon, Hindenbourg se résout à envisager et de réforme de la constitution de Weimar par la création d'une Chambre haute et d'un Sénat dont les décisions prévaudraient sur celles du Reichstag.

Plus de suffrage universel, probablement. Plus de politique sociale si minime soit elle, plus de droit de coalition, - il existe si peu déjà ! - interdiction des organisations, partis et journaux révolutionnaires...

Il ne fait aucun doute que, pour s'engager dans cette voie réactionnaire et prendre des « initiatives » aussi « hardies » von Schleicher sera obligé de s'appuyer sur des forces extra-parlementaires, de continuer comme il le fait à se mettre dans la dépendance de Hitler...

Et c'est pourquoi nous sourions quand nous voyons la grande presse représenter le bloc Papen-Schleicher d'une part et Hitler de l'autre, comme deux antagonistes qui s'apprêtent au combat et s'étudient au préalable. Pour notre part, nous sommes plutôt portés à croire qu'il ne s'agit là que de deux complices, que du fascisme larvé qui cherche à composer avec le fascisme tout court.

Et nous pensons que, quelle que soit l'issue des négociations, elles auront de grandes répercussions intérieures et extérieures : menacé par Scheicher, menacé par Hitler... ou par tous les deux ensemble, voilà dans quelle situation se trouvent le prolétariat allemand et le prolétariat mondial !

Dans tous les cas, c'est la même chose : misère et oppression à l'intérieur et à l'extérieur accroissement des dangers de guerre qui découle inévitablement de ce nationalisme agressif au développement duquel tous deux poussent et contribuent au même degré.

Seule une action révolutionnaire peut empêcher cela et il ne reste qu'une possibilité de la déclancher si toutefois elle peut encore l'être : le parti communiste allemand qui n'a pas la possibilité de mobiliser la classe ouvrière tout seul, qui n'a pas une influence suffisante dans les différentes corporations, malgré l'existence des syndicats rouges, doit modifier radicalement ses méthodes d'action, sortir des déclamations bruyantes sur la « trahison des social-démocrates », se tourner résolument vers toutes les organisations ouvrières, vers le Parti socialiste, leur faire des propositions

acceptables de front unique et organiser avec elles une action de masse, de grandes démonstrations, des grèves de protestation, etc...

Évidemment et cela va sans dire, la social-démocratie doit accepter et ne pas préférer à ce bloc de classe cette sorte de capitulation devant le fascisme qu'elle se mit sur la conscience au moment de la révocation collective du ministère Sévering, en Prusse.

Hors ce front unique large et loyal, il n'y a pas de salut et il serait vraiment temps qu'en Allemagne, comme partout d'ailleurs, socialistes et communistes les comprennent.

Paul Rassinier.

Même N°, p. 2 « Syndicat de l'enseignement du Doubs » signé les délégués Carrez, Hérard, Rassinier. Puis « Le Cartel des fonctionnaires » signé Rassinier

Le Travailleur numéro 11, p.1, suite : article de Henri Jacob « Chacun à sa place ». Des ordres sont donnés aux fractions syndicales du P.C. et quiconque se refusera à considérer Jacob et Rassinier comme des « traîtres » se rangent automatiquement dans le camp des « renégats ».

-- *Le Travailleur* numéro 12, p. 1, rubrique « En vrac... »

Dans notre dernier numéro, nous avons publié une statistique de la production mondiale du blé au cours de ces dix dernières années.

Nous n'avons fait en cela qu'obéir aux mêmes préoccupations que le presse bourgeoise, mais, évidemment, dans un autre but.

La question de la production et de l'écoulement des blés a été en effet particulièrement agitée depuis une dizaine de jours.

Nous doublons actuellement ce qu'on appelle l'époque de la « soudure » dans la commercialisation des blés de l'année précédente et de ceux de l'année en cours dont la récolte se fait.

Les paysans se préoccupent de vendre.

Les financiers, eux, se préoccupent d'acheter, de stocker aux prix les plus bas possibles pour revendre dans quelques mois à des prix doubles ou, pour le moins, considérablement plus élevés.

Des manoeuvres se dessinent à la Bourse de Commerce : on fait courir des bruits fantaisistes sur l'énorme production en blé, sur les importations, etc... pour décider le paysan à la vente massive et hâtée.

Le phénomène est annuel.

Le gouvernement, prisonnier des grands minotiers et des agioteurs, laisse faire.

Car nous ne croyons pas à l'efficacité de ces demi-mesures qu'il fait semblant de prendre pour empêcher le jeu de la baisse et qui n'ont d'autre but que rassurer les paysans pour qu'ils se laissent plus facilement dépouiller et permettre aux spadassins de la Bourse de faire tranquillement leurs affaires.

Et, cette année comme les précédentes, les paysans travailleurs vendront leur blé à des prix dérisoires et achèteront du pain à un prix exhorbitant.

O beauté du régime !

*

* *

Des troubles ont éclaté en Espagne mercredi dernier. La junte militaire et monarchiste ayant à sa tête le général Sanjurgo, a tenté de reprendre le dessus et de renverser le gouvernement républicain et socialiste.

Le mouvement a échoué. Mais combien de morts ? Combien de blessés ?

La révolution espagnole n'est pas terminée et on éprouve quelque peine à voir des socialistes participer à un gouvernement si conciliant avec le mouvement monarchiste et montrer si peu d'empressement à la terminer.

Le putsch d'hier - qui n'exclut pas ceux de l'avenir ! - est la rançon de toutes les concessions faites aux partisans d'Alphonso.

Pour les socialistes, il est plus spécialement la consécration d'une faillite lamentable.

Voilà ce que c'est de vouloir composer avec la bourgeoisie !

Les masses laborieuses ne manqueront pas, un jour, de voir clair dans leur jeu et de s'élever contre avec la volonté bien arrêtée d'y mettre fin.

Ce jour là, la Révolution prolétarienne se fera contre le parti républicain, ce qui marquera un progrès sur le passé, mais aussi, comme en Russie, comme en Allemagne, contre le Parti socialiste...

Et cela ajoutera aux nombreux scandales de notre temps.

*

* *

M. Stimson a prononcé l'autre lundi, un grand discours, paraît-il, en faveur de la Paix. Thème : le pacte Kellogg.

M. Herriot a répondu par une déclaration à la presse, dans laquelle il s'associait aux « nobles paroles de l'honorable M. Stimson ».

Ils aiment la paix, nos grands politiciens, hein !

Ils l'aiment en public et dans leurs paroles, mais dans leurs actes, c'est une autre histoire.

Rappelons-nous l'attitude d'Herriot tout récemment à Genève et à Lausanne. Voyons, comme le soulignait avec raison L. Renard, dans notre dernier numéro, les blocs de puissances qui se constituaient et songeons aux heurts qui peuvent en être la conséquence à bref délai.

« A l'avant de la scène, disait à peu près Jaurès, les politiciens parlent de paix. Tirez le rideau. Derrière eux, vous apercevrez les grands financiers, les capitaines d'industrie, les marchands de canons qui se préparent à la guerre. »

Ces paroles sont trop d'actualité et trop de circonstances pour que nous omettions de nous en souvenir.

Paul RASSINIER

-- *Le Travailleur* numéro 13, p. 1

Les chiffres même quand ils nous sont donnés par les statistiques officielles, sont toujours intéressants à consulter.

Le 30 juillet, la statistique officielle du chômage complet accusait 265.140 sans travail bénéficiant des allocations de différentes caisses de secours.

Le 6 août, il y en avait 267.051 soit 1.911 en plus.

Et le 13 août, le total passait à 268.714 marquant une nouvelle augmentation de 1663 unités.

Le nombre des chômeurs a repris, comme nous le prévoyions en le redoutant, sa marche ascensionnelle.

Malgré les mesures draconiennes prises par le Ministère du Travail.

Car, à côté des chômeurs officiellement reconnus, il y a... les autres, ceux qui ont été rayés des contrôles par mesure d'économie et ceux qu'on n'a jamais voulu admettre.

Et puis, il y a les chômeurs partiels !

La presse bourgeoise, *le Petit Parisien*, *le Journal*, *le Temps*, etc., parlent du « chômage plaie sociale » et voient s'annoncer de sombres perspectives.

Plus que jamais, hélas !

-- *Le Travailleur* N° 14 En vrac :

Le Reichstag s'est réuni mardi dernier.

Jusqu'au dernier jour, toute la presse a douté de sa convocation régulière, laissant sous-entendre quelque coup de force du Président Hindenburg et de son allié von Papen.

On parlait de dissolution brutale.

Le vieux maréchal n'est pas allé jusque-là.

La menace d'une dissolution est ajournée à quelques jours. Von Papen tient en main le décret à l'aide duquel on nous dit qu'il pourra intimider les nazis.

Demi coup de force, mais coup de force quand même.

Et il serait simpliste de croire qu'il [n'] a été inspiré que comme mesure tendant à tenir les Hitlériens en respect.

Ces derniers ont quelque peu changé de tactique comme nous le faisons pressentir dans un[e] de nos précédents numéros, mais ils n'en restent pas moins, malgré leur désarroi momentané et leurs hésitations, les maîtres de la situation.

Hindenburg et von Papen ne leur ont pas donné pleine et entière satisfaction, mais il leur ont fait pas mal de concessions, pour ne pas se voir infliger un vote de méfiance - qui n'est pas encore écarté ! - par le Reichstag.

Qu'on relise un peu le discours de Munster et on verra que notamment en ce qui concerne la politique extérieure, il n'y a aucune différence entre Papen et Hitler.

Et puis, on conçoit assez bien que le Président du Reich fasse grise mine à Hitler, ne serait-ce que par tactique.

Ne vient-il pas de se jeter, au grand dam des socialistes qui l'avaient pris pour le moindre mal, dans les bras de von Papen qui est, lui, la personnification d'une forme de fascisme ?

Il estime avoir assez fait de chemin pour le moment et remet sans doute la capitulation complète à une date ultérieure.

Nous serions bien surpris si on nous annonçait un jour ou l'autre une rupture complète et une lutte à couteaux tirés entre le gouvernement et Hitler, que nous considérons toujours comme acculés par les circonstances à unir leurs efforts contre le Prolétariat.

Là encore, il n'y a qu'une question de temps qui devrait commander sagesse aux communistes allemands.

L'Allemagne est entre les mains du fascisme larvé et le fascisme tout court la guette qui s'infiltré petit à petit dans toutes les institutions sociales - c'est un chef nazi qui vient d'être élu président du Reichstag ! - et qui finira par les gangrener complètement si...

...Si, comme nous en avons maintes fois exprimé le désir, communistes et socialistes ne se résolvent pas à faire abstraction des divergences qui les opposent pour faire face au danger commun qui les menace, et n'appellent pas, d'un commun accord, les masses laborieuses à la réalisation du front unique.

*

* *

Il nous faut reparler du Comité Carré.

Tout le monde sait maintenant que le motif déterminant de notre exclusion du P.C. fut sa constitution, à Belfort, pour obtenir la libération du malheureux qui nous envoie aujourd'hui des insultes depuis Mecheria.

A l'époque, il ne fallait pas se compromettre avec les Naegelen, Blondé et Cie.

Le petit trou du cul de Rossi nous le fit bien voir en public à la Brasserie Georges.

Cependant, au cours de la préparation du Congrès contre la guerre, pas mal de « Comité Carré » nous semblent avoir été constitués.

Nous en trouvons l'aveu dans une brochure éditée par le Comité d'initiative en France, d'où nous extrayons ce passage :

« A Rouen, sur l'initiative de l'A.R.A.C. un Comité a été constitué qui groupe 78 organisations, parmi lesquelles figurent une trentaine de syndicats confédérés, autonomes et unitaires ; trois loges maçonniques (!), les jeunesses socialistes, syndicalistes et communistes ; des sections de l'A.R.A.C. ; des associations diverses d'Anciens Combattants, des organisations de base de divers partis politiques ; des organisations de femmes [,] sportives, culturelles, de locataires ; des sections de la Ligue des Combattants de la Paix et de diverses associations pacifistes. »

Si nous en croyons la même brochure, il en fut de même à Bordeaux, au Havre, à Saint-Quentin, à Marmande, etc...

Nous nous permettons de poser à nouveau une question que nous avons déjà posée : ce qui est interdit à Belfort est-il permis à Rouen, Bordeaux, etc. , ou bien serait-ce qu'on a le droit de se « compromettre » avec le Parti socialiste lorsqu'il s'agit de la lutte contre la guerre et pas quand il ne s'agit que de la défense de Lucien Carré ?

Si nous nous en rapportons à l'Humanité qui annonce Bergery au meeting de Bullier, nous sommes plutôt portés à croire, comme le souligne judicieusement Jacob par ailleurs, que nous avons seulement eu raison six mois trop tôt.

Tout simplement.

Paul RASSINIER
(à suivre...)

-- *Le Travailleur* N° 36, 4 février 1933 « En vrac » , « ...Plus que jamais le front unique loyal et sans arrière pensée s'impose... »

-- *Le Travailleur* N° 37 « En vrac » :

« Hitler, Tardieu, Mussolini, une Europe brisée, des peuples courbant l'échine sous la plus effroyable des dictatures. Une nuit internationale sans vie sociale et sans devenir. Un chaos d'animalités sans autre conscience que l'instinct de conservation, geignant et étouffant sous la fêrule de trois ou quatre maîtres s'entendant entre eux comme larrons en foire. Le vampire capitaliste concentré, centralisé à la plus vaste échelle et exploitant un bétail humain immense et incapable d'aucune réaction.

Perspective sinistre (...) »

En regard, Pierre Kaan dans un article intitulé : « La contre-révolution en Allemagne » :

« Les puissances bénéficiaires de Traité de Versailles devront laisser à l'Allemagne militaire un champ d'expansion et ce n'est pas avec le Togo qu'on la rassasiera ; (...) »

-- *Le Travailleur* N° 40, p. 1 : Lucien Hérard « Des affaires comme le Panama, la Svenska, l'affaire Oustric-Péret, l'Aéropostale - Flandin montrent la liaison étroite entre capitalistes et gouvernants et la corruption du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif. »

p. 1 également, Rassinier, « En vrac » :

« (...) En Allemagne, les scènes de sauvagerie se succèdent sans discontinuer. Hitler s'installe appuyé par une bourgeoisie plus unie que jamais.

Socialistes et communistes qui persistent à se méconnaître font piètre figure devant lui. (...) »

-- *Le Travailleur* N° 41 En Vrac (anti-fascisme) ; p. 2 Marcel Ducret « Voir et vouloir » (relations FCIE-CCD) + Résolution commune « Pour le communisme renoué ».

-- *Le Travailleur* N° 43 En Vrac ; p. 3 « A propos d'un meeting » P.R.

-- *Le Travailleur* N° 44 En Vrac

« (...) Hitler s'installe et prend toutes dispositions utiles pour se maintenir.

La partie est perdue pour le prolétariat. (...)

Les manifestations hitlériennes dont nous parlons plus haut ont un sens. Les incidents de frontières se multiplient. L'arrivée de Hitler au pouvoir crée des complications dans les relations diplomatiques internationales. Dantzig, la Pologne surgissent. La question russe se pose pour l'Allemagne. Le conflit d'extrême orient prend chaque jour des proportions plus grandes.

Et la crise dure.

Et la conférence de désarmement échoue.

Tout cela finira mal ! »

Paul RASSINIER

En regard Lienert « Sur deux manifestes » : « En Allemagne comme en France, la tâche actuelle n'est pas de tenter de rapprocher deux partis qui ne sont depuis longtemps ni communiste, ni socialiste, mais de préparer la voie à un véritable parti communiste. »

p. 3 : Conférence Hérard-Marceau Pivert à Besançon

-- *Le Travailleur* N° 46 : Lienert « Le Mirage : l'Unité » ; p. 2 « Belfort- Tout est à recommencer » P.R.

-- *Le Travailleur* N° 47 p. 2 : « Mais oui : tout recommencer »
P.R. ; p. 3 « Comment ils écrivent l'histoire » P.R. (sur la passation
Semeur-Travailleur).

*

**

[Henri Jacob assumait la responsabilité administrative du *Travailleur* jusqu'en octobre 1932, relayé ensuite, et pratiquement jusqu'aux derniers numéros, par Paul Rassinier.]

Relevons également que la plupart des publicités assurant le fonds de roulement du journal proviennent de commerçants de Belfort.]

-- *Le Travailleur* N° 48, p. 3 Belfort « Et sur le plan syndical » P.R. + « Un comité antifasciste est constitué »

-- *Le Travailleur* N° 49 « L'affaire Victor Serge » C.C.D. ; p. 2 « C.C.D. Réponse à une invitation » (des bordiguistes) ; p. 3 Belfort « Laquelle ? » P.R. + « Autour d'un meeting ». (réserves sur les positions des antifascistes « orthodoxes »)

-- *Le Travailleur* N° 50, 29 avril 1933, p. 3

« Une Grande Manifestation Publique et Contradictoire contre le Fascisme. » « (...) Prendront la parole (...) Henri Jacob, Jacques Lorach, Pierre Dreyfus Schmitt, Paul Rassinier, René Naegelen (...) »

-- *Le Travailleur* N° 51, 6 mai 1933, p. 2 reprise d'un article de Dommanget dans *L'École émancipée* « Sympathique écho » ;

p. 3 Meeting antifasciste du 1er mai, Belfort, « salle comble » Prennent la parole :

« (...) Henri Jacob, en son nom personnel, Paul Rassinier, du groupe communiste indépendant (...)

[réserves sur les motivations de Dreyfus Schmitt et Lorach] (...) notre camarade Paul Rassinier, avait envisagé le fascisme avec sa conséquence la guerre, comme un fruit du régime capitaliste, se traduisant par des manifestations violentes, qu'on ne pourrait éviter que les armes à la main, en détruisant le régime qui le porte dans son sein, par la Révolution à préparer dès maintenant sur le plan politique et économique.

Néanmoins et malgré cette différence de conceptions, on peut dire qu'une psychose a été créée contre le fascisme et que cette psychose, il fallait la créer. »

-- *Le Travailleur* N° 52, 13 mai 1933, p. 2.

Tribune de discussion : « Contre l'adhésion aux Comités antifascistes petits-bourgeois. » par E. Lienert du C.C.D., sur l'adhésion du groupe de Belfort de la FCIE au Comité antifasciste local avec la Ligue des droits de l'homme, les radicaux, les communistes...

« Cette initiative d'ailleurs injustifiée, nous paraît absolument injustifiable. »

-- *Le Travailleur* N° 53, 20 mai 1933, p.2

Tribune de discussion

ACCUSÉ, LEVEZ-VOUS !

Donc, un comité antifasciste a vu le jour à Belfort. Le groupe communiste indépendant y a donné son adhésion. Ce comité n'a pas encore enrayé le danger fasciste qui est sa raison d'être et, ma foi, je ne me le dissimule pas, il y a de fortes chances pour que son existence dans sa forme actuelle ne soit pas une garantie... et pour qu'il n'enraye rien du tout !... Tout au plus y a-t-il, à ce jour, une manifestation qui fut un succès à son actif, et au nôtre propre, la vigoureuse mise en accusation qu'on a pu lire sous la plume du camarade Liénert, dans notre dernier numéro.

Je le dirai sans ambages au camarade Liénert : son argumentation est une simple construction de l'esprit, ses conclusions procèdent de l'empirisme.

Je ne vois, pour ma part, que deux façons de poser le problème : ou bien le danger fasciste n'existe pas, et alors, il n'y a pas à ce faire de mauvais sang ; ou bien il existe et il faut s'en préoccuper.

J'élimine d'emblée le premier terme de l'alternative. A l'échelle internationale, la poussée envahissante des dictatures est malheureusement une réalité. Sur le plan national, sans qu'on puisse encore

concrétiser le fléau jusqu'à mettre en avant le nom de celui auquel la bourgeoisie veut faire jouer le rôle de Mussolini ou de Hitler, l'agitation du comité de salut économique, les trémoussements de Tardieu, les couplets sur la restauration de l'autorité de l'Etat par la révision de la Constitution qui emplissent la presse, etc, sont des signes avant-coureurs sur lesquels il n'y a pas à se méprendre. Dans la région, l'élection de Luxeuil est un symptôme inquiétant : le candidat Montillot y étala au grand jour ses sympathies pour le système de Mussolini, un de ses électeurs abattit d'un coup de fusil un partisan adverse gênant, cependant que d'autres ne se gênaient pas pour dire à L. Barbedette que s'il continuait sa propagande, un jour viendrait où ils seraient dans l'obligation de le supprimer aussi. Enfin, à Belfort même, il y a un fascio constitué.

Tout ceci pour dire que, quand Liénert nous demande : « De quel fascisme s'agit-il ? Où est-il ? Que fait-il ? Par qui est-il représenté en France et à Belfort ? » il y a là autant de questions naïves ou autant d'artifices de style. Le danger fasciste existe. Même s'il ne se présente pas en France sous une forme nettement définie, on ne peut nier ses progrès sur le plan international et, ce qui serait « une inqualifiable légèreté » ce serait de ne pas voir qu'à notre époque où la concentration capitaliste est un fait, c'est sur ce plan que se dérouleront les grands événements dont l'avenir dépend. Le fascisme est précisément un phénomène dont les racines ne se trouvent pas dans les particularités plus ou moins similaires de différentes situations nationales mais dans les caractéristiques générales d'une situation internationale donnée. Conclusion : la France n'y échappera que sous condition d'une vigoureuse réaction de la classe ouvrière et je me trouve, de moi-même, aux abords du deuxième terme de l'alternative dans laquelle je me suis emprisonné.

Si le danger fasciste existe, il faut s'en préoccuper. Si compliqué que soit le problème, nous savons au moins ce qu'il faut faire : provoquer cette réaction indispensable.

Comment ?

On remarquera que je ne me demande même pas si c'est possible... J'ai, sur l'éventualité d'un mouvement de masse, des idées bien arrêtées. J'en fait fi, persuadé comme je le suis, qu'un révolutionnaire doit toujours jouer la dernière carte et... tenter l'impossible.

Quoi qu'il en soit, à Belfort, nous avons pensé que notre adhésion au comité antifasciste était indispensable pour provoquer la réaction dont il s'agit au cas où elle serait possible et surtout pour

que nous n'apparaissions pas comme étrangers ou opposés à sa naissance et à son développement le cas échéant. Nous savions bien que ce comité était d'allure petite bourgeoise et nous ne nous faisons aucune illusion sur son sort pour le cas où il faudrait combattre le fascisme sur le propre terrain qu'il aurait lui-même choisi. Nous n'avons pas caché nos préventions à l'endroit du parti radical, à la réunion constitutive ; nous ne l'avons pas fait davantage dans notre journal et moins encore à la tribune de la Salle des Fêtes : qu'il soit de l'autre côté de la barricade quand il faudra la dresser dans la rue, c'est un fait certain. Il est présentement un parti de gouvernement, et son adhésion n'est pour nous qu'un geste démagogique correspondant à des nécessités d'ordre électoral. Il y a même plus et Liénert, au moins ne m'accusera pas de ne pas lui faire la partie belle : et les socialistes ?... Où seront-ils à l'heure H ?... Pour eux aussi la question se posait au moment de notre adhésion, et se pose encore. A n'en pas douter, sur le plan national, ils auront capitulé comme en Allemagne, comme en Autriche. Tout au plus leurs militants locaux auront-ils quelques velléités révolutionnaires et la seule chance qui nous peut rester, c'est de nous trouver seuls ou de tomber avec eux sous les coups...

Pourtant, il fallait y aller.

Il fallait y aller, parce qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement, parce que, hors ce que nous avons fait, nous n'avions d'autre perspective que celle... de ne rien faire du tout !

C'est bien beau de jouer au juris-consulte de la Révolution, d'énoncer des principes, de bâtir des phrases au nom d'une métrique cohérente de l'action de classe, mais encore faut-il tenir compte des faits ou alors on en arrive comme Liénert à se placer à son insu entre l'action et l'inaction et même à hésiter sur le choix à faire. A ce moment, le métier devient la pire des choses...

Supposez un instant que nous nous soyons abstenus sous le prétexte qu'à aucun prix nous ne pouvions consentir à coudoyer les radicaux. Les socialistes ne nous auraient pas suivis, le comité aurait été constitué quand même et la manifestation aurait eu lieu, itou. Comme nous ne pouvions pas ignorer officiellement ce qui se faisait à Belfort dans le domaine de la lutte contre le fascisme, nous serions allés à la réunion, où, selon Liénert, notre « plus élémentaire devoir était de dire aux ouvriers de la région qu'ils n'ont rien à attendre de ce comité... »

Très bien. « Dénoncez !... Stigmatisez ... » Monmousseau, Semard et Thorez, en joignant leurs efforts ne réussissent pas à mieux parler !

En bref, nous aurions tout simplement tenté de dire, dans une autre forme et en contradicteurs, ce que nous avons dit en partisans. Nous aurions joué le rôle ridicule des communistes dégénérés, nous serions apparus aux yeux de la classe ouvrière comme d'incorrigibles diviseurs, et... nous n'aurions pas dit quinze mots!... Au surplus, après un tel coup d'éclat, il ne nous restait plus qu'à disparaître complètement de la scène publique, à courir rejoindre dans l'oubli, la demi-douzaine de malheureux dont le plus clair de tous les efforts consiste à se maintenir « dans la ligne » et à laisser à d'autres le soin de mener - ou de ne pas mener sous couvert de mener! - la lutte contre le fascisme.

Vraiment, nous eussions fait là une belle opération!...

Voilà. J'en demande pardon à Liénert, mais je persiste à penser qu'il valait mieux faire ce que nous avons fait, qu'entre la compromission et le désastre, il fallait résolument opter pour la compromission.

De même, il ne saurait, à mon sens, être question, pour nous, de rompre avec le comité sur cette question de principe. Là encore, notre conduite me semble toute tracée : il vaut mieux laisser aux radicaux le soin de le faire pour obéir à des contingences générales dont l'apparition publique ne saurait tarder, ou attendre que ces mêmes contingences déterminent les socialistes et les syndicats confédérés à ne plus supporter leur démagogie et à se joindre à nous pour les chasser du comité, de toute façon, laisser les événements indiquer clairement à la classe ouvrière ceux qui sont décidés fermement et au vrai sens du mot à lutter contre le fascisme...

Cette expérience avait et a encore besoin d'être faite, non pas pour nous qui sommes des convaincus, mais pour la masse au sein de laquelle domine une psychose toute particulière qui la pousse à mettre sa confiance dans les hommes « de gauche » indistinctement.

Ce n'est pas ma faute s'il en est ainsi et si le problème se présente de cette façon. Il n'y a là que des faits, qu'une triste réalité contre laquelle il serait puéril de s'insurger et de laquelle il serait au moins inadmissible de ne pas tenir compte...

Ah ! si le rapport des forces était renversé et si tout en ayant la majorité au Parlement, les radicaux étaient en minorité à Belfort, s'ils avaient notre influence et nous la leur, il en serait tout autrement et je ne ferais aucune difficulté pour donner raison à Liénert. Mais, malheureusement, nous n'en sommes pas là.

Nous nous trouvons obligés de travailler avec les données de la situation générale et avec celles de la situation locale. Nous le faisons

de notre mieux et chacun peut tenir pour assuré que l'attitude que nous avons adoptée ne nous empêche pas de réaliser la seule ambition qui nous est commune, à Liénert et à nous : « apporter notre contribution à l'étude des problèmes que le fascisme a mis à l'ordre du jour et propager quelques idées claires sur la question ». Le seul inconvénient que nous rencontrons, de part notre adhésion au comité anti fasciste, est la possibilité qui en naît pour nous, de nous livrer à ce travail devant des salles combles, tandis qu'en agissant différemment, nous en serions réduits à faire résonner notre médiocre éloquence dans des salles vides ou devant des auditoires squelettiques et désabusés, comme les communistes décadents - avec un peu plus de succès tout de même, mais si peu !

Auprès de cela, tout ce qu'on peut dire et écrire, sur « la confusion, la compromission, les illusions, l'action indépendante, etc, etc... » n'est que de la théorie - et de la mauvaise, puisqu'elle est un désaccord flagrant avec les conditions objectives dans lesquelles il faut passer à la pratique.

Paul Rassinier

-- *Le Travailleur* N° 54, p. 2 Tribune « Sur le boycottage » Souvarine en réponse à C. Rosen, « (...) pourquoi a-t-on remué ciel et terre dans l'affaire Dreyfus pour rester inerte ensuite devant tant d'autres injustices (...) » ; et « Contre le fascisme » par Jacques Perdu.

« Que doit faire notre Fédération ? Participer ou rester en dehors ?

A mon avis participer (...) »

-- *Le Travailleur* N° 55, 3 juin 1933, p. 1 « Bilan d'une année » Paul Rassinier ; p. 2 Tribune « Sur l'action antifasciste » Jean Prader. « (...) je partage l'avis de Lienert. »

-- *Le Travailleur* N° 56, 10 juin 1933 « Bilan d'un année, coup d'œil en arrière » Paul Rassinier.

« [*Le Travailleur* a à ce jour] 734 abonnés dont 408 pour la région et 326 pour le reste de la France - que notre tirage oscille entre 2 400 et 2700. (...) Nous ne pouvions donc pas prétendre garder les 843 abonnés du S.O. et ses 4 000 autres lecteurs au numéro. (...) [*Le Semeur Ouvrier* tirait à 5 700...] Sur les 843 fiches, il y en avait 11

renouvelées depuis 1923 (dont celle de Louis Renard et la mienne) (...) »

-- *Le Travailleur* N° 58, p. 2 Tribune « Dans la France de Versailles, pas de Boycottage sans une internationale saine » Jean Bernier.

-- *Le Travailleur* N° 59 1er juillet 1933, En Vrac, sur Hitler « La dictature est la dictature ».

-- *Le Travailleur* N° 60, 6 juillet 1933, p. 1, Lettre de Ward Derache à Rassinier, Wilrijk, le 4 juillet 1933. « Nous avons fondé à Anvers un groupe politique ; après avoir traduit et ronéographié la déclaration de la F.C.I.E., nous l'avons adoptée, après discussion, comme notre plateforme. »

-- *Le Travailleur* N° 61, 15 juillet 1933 « Vers un parti communiste - A l'unanimité, la section du P.U.P. de Colmar donne son adhésion à la F.C.I.E. ». Paul Rassinier

-- *Le Travailleur* N° 62, 22 juillet 1933, p. 1 « Parallèle ». Paul Rassinier sur un congrès du Parti Socialiste.

-- *Le Travailleur* N° 63, 29 juillet 1933, p. 2 Belfort « Les “ânes savants” du Socialisme et du Communisme officiels » P.R. (contre Paul Faure) ; p. 3 « La peste noire » sur des démonstrations de ligues catholiques à Belfort. « Casse-cou ! » non-signé.

-- *Le Travailleur* N° 66, 19 août 1933, p. 3, Belfort

Et le comité anti-fasciste ?

Cela fait bien du temps qu'on n'en a pas entendu parler.

Que font les radicaux et socialistes qui en sont responsables ?

Le groupe communiste indépendant de Belfort n'a reçu aucune convocation. L'a-t-on éliminé d'office ? Ou bien le Comité est-il mort ?

Nous aimerions qu'on nous répondît.

-- *Le Travailleur* N° 67, 26 août 1933, p. 2 « Mise au point indispensable » Lienert (C.C.D. traité de « secte » par un socialiste)

-- *Le Travailleur* N° 72, 30 septembre 1933, p. 2 Tribune de discussion Note de la Rédaction Paul Rassinier ; p. 3 « A propos du comité antifasciste » Jacques Lorach et réponse de Rassinier. « (...) Au risque d'être taxé d'empirisme - bien à tort, d'ailleurs - nous n'en continuons pas moins à penser qu'il est plus facile de prévenir que de guérir ! » P.R.

-- *Le Travailleur* N° 75, 21 octobre 1933, p. 1 « Les projets gouvernementaux- Alerte !... » Paul Rassinier.

p. 3 :

« Au comité antifasciste

Le comité antifasciste s'est réuni le jeudi 12 octobre dernier à la Maison du Peuple. Cette réunion avait été provoquée par le Groupe Communiste Indépendant. Le parti Radical, qui savait qu'il serait mis en cause, n'était pas officiellement représenté.

Dans la discussion, nous avons fait valoir deux choses :

1° La lutte antifasciste ne peut pas se concevoir uniquement sous les espèces d'une série de meetings comme celui du 1^{er} mai.

Il n'échappe en effet à personne que ce sera une lutte violente qui se déroulera dans la rue et à laquelle il faut se préparer si l'on pense que le danger fasciste, sans être précis en France, n'en est pas moins réel. Or, pour se mener avec quelques chances de succès il faut qu'elle soit appuyée par des organisations syndicales et par des noyaux agissants. Comme à l'heure actuelle, il n'y a ni noyaux susceptibles d'agir, ni syndicats, il faut en créer. Organisation donc de réunions de quartier et d'usines dans ce but, dont le principe a été adopté.

En passant, disons que les syndicats de cheminots, de postiers et d'agents des arsenaux seront, pour l'avenir, invités à participer effectivement aux réunions du comité.

2° La lutte antifasciste présuppose la lutte contre tout renforcement de l'autorité de l'Etat.

Et ceci doit être posé en axiome.

Naturellement, c'est ici que le Parti radical fut plus directement mis en cause. La circulaire Chautemps contre l'objection de conscience, la circulaire de Monzie contre les instituteurs, les prédispositions du gouvernement Daladier pour les décrets-lois, etc... nous y obligeaient. La crise économique et ses difficultés obligeront

normalement le gouvernement à prendre des mesures autoritaires. Or, le Parti radical dont il est issu s'est rangé à ses côtés dans les cas précités et il en fera autant à l'avenir. A Belfort même, il semble avoir fait son choix entre le Comité antifasciste et le gouvernement et, si nous avons des ennemis à l'extérieur du Comité, les temps ne sont peut-être pas si loin où nous en aurons aussi à l'intérieur. D'où la nécessité de prendre des mesures dès maintenant contre cette éventualité.

L'argumentation que nous avons étayée rencontra des sympathies et fut notamment soutenue par le représentant du Parti socialiste et celui de la section syndicale des instituteurs. Pas d'opposition nettement affirmée chez les autres membres présents du comité : le parti radical sera invité à assister aux prochaines réunions du comité, et on lui demandera de prendre des engagements. On parla même de solliciter de lui, dans son journal « La Frontière », une tribune antifasciste à la rédaction de laquelle toutes les organisations contractantes auraient le droit de participer, et de lui demander de travailler à la consolidation des finances du comité.

Le comité antifasciste reprendra son activité pendant la période propice qui vient de s'ouvrir. Il saisira toutes les occasions qui se présenteront pour se dresser contre le fascisme et contre la guerre. Comme les tâches qu'il s'assigne sont d'envergure et demandent des moyens financiers, une carte à 1 franc sera éditée et mise en vente.

Travailleurs, réservez-lui bon accueil ! » par Paul Rassinier.

Syndicat des instituteurs de Belfort (secrétaire Joseph Trischler N° 76, 26 octobre, p. 2)

-- *Le Travailleur* N° 81, 2 décembre 1933 , p. 1 « Mise au point » Prader, réponse Rassinier, sur l'objection de conscience.

Table des matières

L'exclusion de Rassinier du Parti communiste français (1932):	
Henri Jacob et Paul Rassinier chassés du Parti	2
Paul Rassinier : Articles parus dans <i>Le Travailleur</i>	5
Annonce : A nos Lecteurs.....	5
La conférence du 29 mai à Belfort	6
Le Travailleur hebdomadaire	6
Le moindre mal en Allemagne. Suite.	9
Sardhaletto et Bavone.....	10
Une importante décision du Rayon.....	12
Vous êtes étonné ?.....	13
Vous êtes étonné ?.....	15
Pupiste, ça vient de P.U.P.....	17
1 ^{er} Août !.....	19
Pendus, haut et court.....	21
En Allemagne	22
Le Reichstag s'est réuni mardi dernier.	28
Accusé, levez-vous !.....	34
Et le comité anti-fasciste ?	39